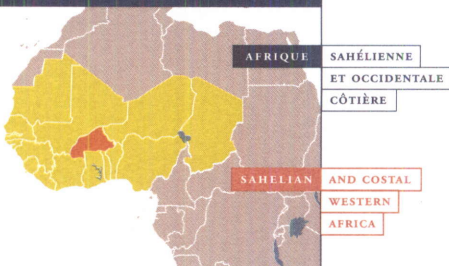


# BURKINA FASO



## Indicateurs économiques

PNB par habitant	300 \$ (1993)
Exportations	112 mio \$ (1993)
coton	41 %
or	14 %
Service de la dette / exportations	na/nd

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population	2,81 % (1990-1995)
Taux de scolarisation primaire	37 % (1993)
Taux d'urbanisation	18 % (1993)

## Economic indicators

GNP per capita	300 \$ (1993)
Exports	112 mio \$ (1993)
cotton	41 %
gold	14 %
Debt service / exports	na/nd

## Social indicators

Population growth rate	2,81 % (1990-1995)
Primary schooling rate	37 % (1993)
Urbanization rate	18 % (1993)

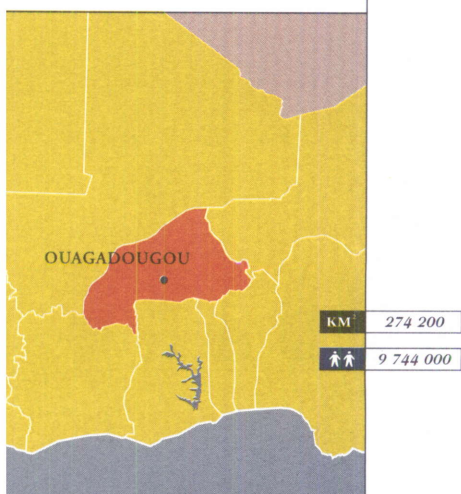
LE BURKINA FASO est confronté à certaines faiblesses sur le plan économique: des ressources naturelles relativement limitées, la prépondérance d'un secteur agricole très sensible aux aléas climatiques et l'enclavement du territoire. Il est, de plus, dépendant d'un petit nombre de produits d'exportation.

Après son indépendance, en 1960, le Burkina-Faso a connu une période d'instabilité politique au cours de laquelle trois républiques et de nombreux gouvernements se sont succédés. Depuis 1991, le pays a retrouvé la stabilité politique dans un régime d'Etat de droit et a lancé un important programme de réformes économiques qui vise, notamment, à promouvoir l'initiative privée.

Le Programme Indicatif National de Lomé IV (124 millions d'écus) met l'accent sur l'appui au développement rural et au secteur des infrastructures routières. Il intervient aussi dans d'autres domaines tels que le développement des petites et moyennes entreprises, la santé —en particulier la lutte contre le SIDA— et l'aide à la balance des paiements, pour un montant total qui dépasse les 30 millions d'écus. Les allocations au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel (59,75 millions d'écus) ont par ailleurs permis de soutenir les finances publiques dans les domaines de la santé, de l'éducation de base et de la filière du coton. Sous Lomé IV, le pays a également reçu des transferts au titre du Stabex s'élevant à 2,1 millions d'écus pour les années 1990 et 1991, et un montant d'environ 2,3 millions d'écus est en cours de versement pour les années 1992 et 1993. Par ailleurs, une aide Sysmin de 1 million d'écus lui a été accordée en 1993, et des appuis complémentaires sont envisagés dans ce secteur.

Le Burkina Faso a, en outre, été bénéficiaire d'un programme pluriannuel d'aide alimentaire sous forme de fourniture de céréales (7000 tonnes/an), en nature ou en équivalent financier. L'Union européenne a également participé au financement des élections législatives. Les cofinancements avec les organisations non gouvernementales représentent annuellement 3 millions d'écus environ.

Pour sa part, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) met en oeuvre pour ses domaines d'intervention (industries, énergie etc.) des capitaux à risques, pour lesquels un montant d'intervention de 16 millions d'écus a été prévu et est déjà engagé dans les secteurs de l'énergie (électrification, liaisons Bobo-Dioulasso/Banfora et interconnexion avec la Côte d'Ivoire) et de l'industrie. D'autres interventions sont en préparation dans les secteurs du coton et des télécommunications.



BURKINA FASO is confronted with certain economic weaknesses: relatively-limited natural resources, a dominant agricultural sector highly sensitive to climatic hazards and the fact that it is a landlocked country. It is also dependent on a small number of exports.

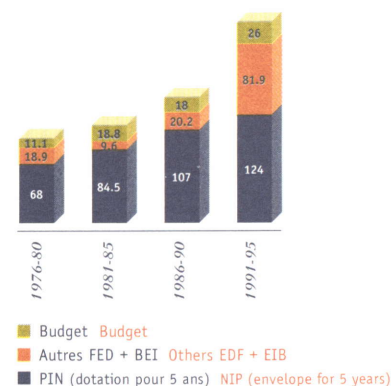
After achieving independence in 1960, Burkina Faso has experienced a period of political instability: three republics and numerous governments have succeeded one another. Since 1991, the country has known a period of political stability, under a legally-constituted regime, and it has implemented an important economic reform programme which aims notably to promote private enterprise.

The National Indicative Programme (NIP) of Lomé IV (ECU 124 million) puts the accent on support for rural development and road infrastructure. It is also intervening to the tune of ECU 30 million in other areas, such as the development of small and medium enterprises, health care —especially the fight against AIDS— and balance-of-payments aid. Allocations from the Structural Adjustment Facility (ECU 59.75 million) have moreover helped support public finances in the areas of health care and primary education and in the cotton sector. Under Lomé IV, the country also received Stabex transfers amounting to ECU 2.1 million for the years 1991 and 1992, and a sum of about ECU 2.3 million is being disbursed for the years 1992 and 1993. Furthermore, the country benefited from ECU 1 million Sysmin aid in 1993, and further backing is envisaged in this sector.

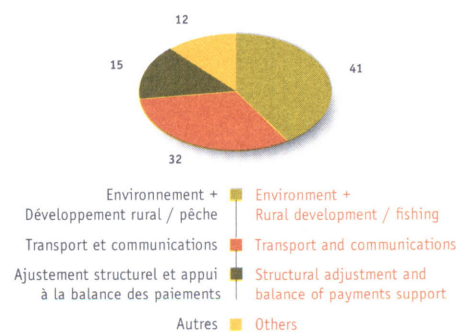
Burkina Faso has also benefited from a pluri-annual food aid programme in the form of cereal supply (7000 tonnes/year) or financial equivalent. The European Union also contributed to the financing of legislative elections. Co-financing with non-governmental organisations amounts to about ECU 3 million per year.

The European Investment Bank (EIB) has implemented risk capital in its fields of intervention (industry, energy, etc.), for which ECU 16 million has been made available and has already been committed in the fields of energy (electrification, communications links between Bobo-dioulasso and Banfora and interconnection with Côte d'Ivoire) and industry. Other interventions are being prepared in the cotton and electrification sectors.

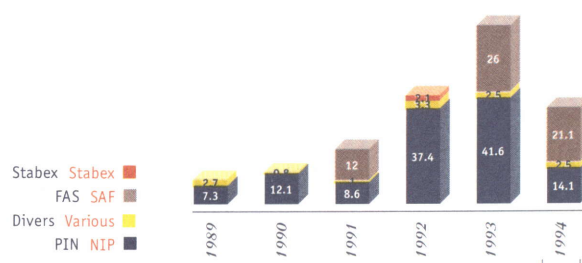
FED / EDF + BUDGET  
 dotations millions d'écus  
 allocations ECU million



FED / EDF 7  
 répartition sectorielle du PIN en % de la dotation total  
 sectorial breakdown of NIP % of the total envelope

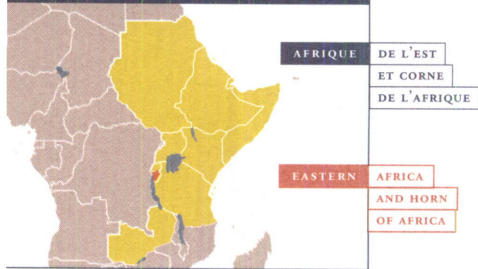


FED / EDF 4 - 5 - 6 - 7  
 paiements par instrument  
 payments by instrument





# BURUNDI



## Indicateurs économiques

PNB par habitant	180 \$ (1993)
Exportations	119 mio \$ (1993)
café	85 %
Service de la dette / exportations	41 % (1993)

## Indicateurs sociaux

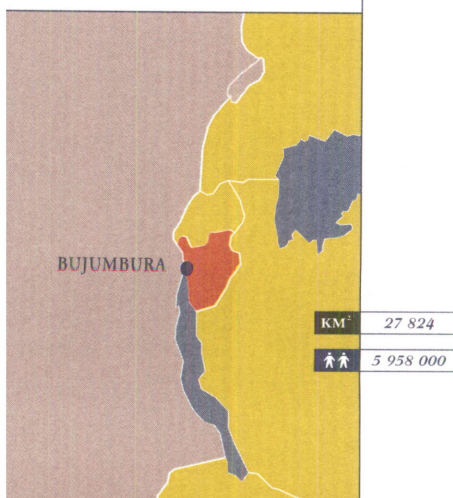
Taux de croissance de la population	2,88 % (1990-1995)
Taux de scolarisation primaire	69 % (1993)
Taux d'urbanisation	6 % (1993)

## Economic indicators

GNP per capita	180 \$ (1993)
Exports	119 mio \$ (1993)
coffee	85 %
Debt service / exports	41 % (1993)

## Social indicators

Population growth rate	2.88 % (1990-1995)
Primary schooling rate	69 % (1993)
Urbanization rate	6 % (1993)



DEPUIS son indépendance en 1962, l'histoire du Burundi est marquée par la persistance de graves confrontations ethniques qui ont abouti à certaines périodes à des affrontements sanglants. Depuis les élections démocratiques de juin 1993, le pays vit sa première alternance politique dans des conditions difficiles et de nouvelles confrontations se sont soldées par des milliers de victimes ainsi que par un exode massif de population vers les pays voisins.

L'économie burundaise, fondée sur l'agriculture et la combinaison de multiples activités rurales menées au sein de petites exploitations agricoles, a permis de garantir un niveau enviable de sécurité alimentaire. Les principales cultures de rente sont le café, le thé, et le coton. Les fluctuations des cours mondiaux du café, qui représente 85 % des exportations, ont entraîné un déficit structurel de la balance commerciale.

La coopération avec l'Union européenne s'est traditionnellement concentrée dans les secteurs agricoles et les transports. Le Programme Indicatif de Lomé IV (112 millions d'écus) introduit des nouveaux domaines d'intervention en mettant l'accent sur l'appui aux secteurs sociaux (santé, éducation) ainsi qu'au secteur privé non-agricole.

Suite aux événements d'octobre 1993, l'aide humanitaire (médicale, alimentaire, matérielle et logistique) a été rapidement mobilisée en faveur des populations sinistrées. Le volume financier des actions en cours est de 57,3 millions d'écus.

Depuis la remise en place des institutions gouvernementales en octobre 1994, les actions programmées visent essentiellement à appuyer les autorités dans leurs efforts de réhabilitation et de pacification. Une transition entre la phase actuelle (urgence et réhabilitation) et la reprise des projets de développement à long terme est également activement recherchée dans ce contexte.

Le programme d'ajustement structurel a bénéficié d'une aide de 12 millions d'écus au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel, sous Lomé IV.

En ce qui concerne le Stabex, les transferts au titre des campagnes 1990, 1991, 1992 et 1993 pour le café, le thé, ainsi que les cuirs et peaux ont été de 53,75 millions d'écus.

De nombreux cofinancements sont en cours avec des ONG qui mettent en oeuvre des actions auprès des populations, notamment dans le domaine social.

En outre, 14 millions d'écus ont été prévus pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques.

SINCE achieving independence in 1962, Burundi's history has been marked by continual and serious ethnic confrontations which have resulted from time to time in bloody conflicts. Since the democratic elections of June 1993, the country has experienced its first political changeover in power, under difficult conditions; this has led to new confrontations involving thousands of victims, as well as a mass exodus of the population to neighbouring countries.

Burundi's economy, based on agriculture and many rural activities undertaken on numerous small farms, has helped secure an enviable level of food security. The main cash crops are coffee, tea, and cotton. Fluctuations in world coffee prices, a commodity representing 85 % of exports, have created a structural deficit in the trade balance.

Cooperation with the European Union has traditionally centred on the agricultural and transport sectors. The Lomé IV Indicative Programme (ECU 112 million) has introduced new intervention areas by emphasising support for the social sectors (health, education), in addition to the non-agricultural private sector.

Following the events of October 1993, humanitarian aid (medical, food, relief and logistics) was quickly mobilised for the affected populations. The financial volume of actions being implemented is ECU 57.3 million.

Since the restoration of government institutions in October 1994, the actions planned are essentially aimed at supporting the authorities in their rehabilitation and peace-making efforts. A transition between the present phase (emergency and rehabilitation) and the resumption of long-term development projects is also actively being sought in this context.

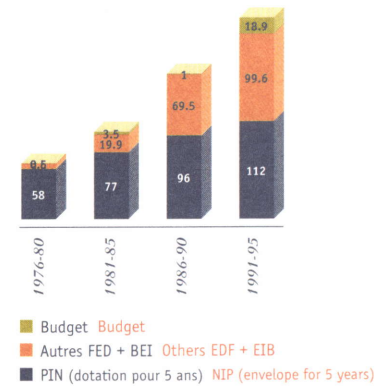
The structural adjustment programme has benefited from ECU 12 million under the Lomé IV Structural Adjustment Facility.

Under Stabex, transfers of ECU 53.75 million were made for coffee, tea, leathers and hides during the 1990, 1991, 1992 and 1993 campaigns.

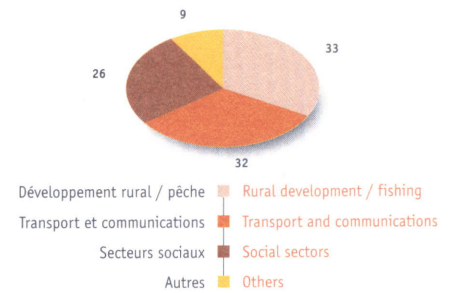
Many co financing projects are being implemented by NGOs working alongside the populations, especially in the social field.

Moreover, ECU 14 million may be made available through the European Investment Bank in the form of risk capital.

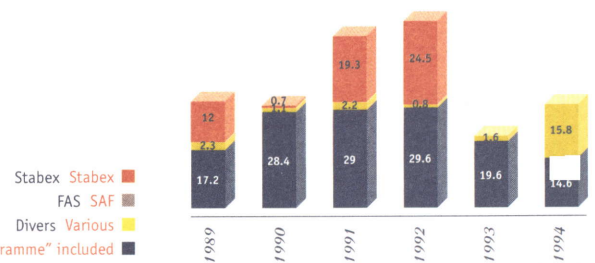
FED / EDF + BUDGET  
dotations millions d'écus  
allocations ECU million



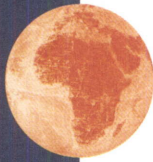
FED / EDF 7  
répartition sectorielle du PIN en % de la dotation total  
sectorial breakdown of NIP % of the total envelope



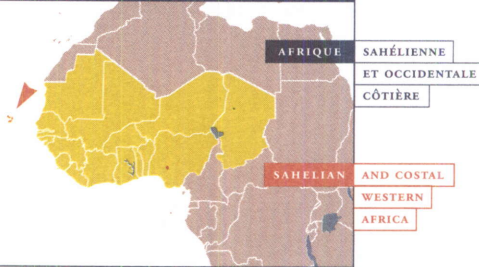
FED / EDF 4 - 5 - 6 - 7  
paiements par instrument  
payments by instrument



PIN y compris "programme special dette" NIP "special debt programme" included



# CABO VERDE



LA PETITE taille du Cap Vert, son isolement géographique et le manque de ressources naturelles font que les possibilités de développement traditionnelles sont limitées. L'économie du pays a cependant connu une croissance soutenue depuis l'indépendance, acquise en 1975.

A la suite de la révision constitutionnelle adoptée en 1990 pour mettre en place un système de pluralisme politique, les premières élections législatives se sont tenues en 1991, de même que les premières élections présidentielles au suffrage direct. Le III<sup>e</sup> Plan National de Développement confirme la volonté du Gouvernement de libéraliser l'économie pour susciter des investissements étrangers et nationaux. Le secteur du tourisme est reconnu comme un des secteurs clés du développement.

Dans le cadre de la Convention de Lomé IV, comme dans celle de Lomé III, le Programme Indicatif National (PIN) de 23 millions d'écus met la priorité sur l'aménagement de la ville de Praia: production, distribution et assainissement d'eau potable; production et distribution d'électricité; aménagement des nouveaux quartiers; amélioration de la gestion urbaine; formation et santé. Dans le cadre des campagnes de 1990 et 1993, le Cap Vert a bénéficié de transferts Stabex de 470,600 écus pour les secteurs de la banane, des cuirs et des peaux.

Le pays a également bénéficié de deux programmes pluriannuels d'aide alimentaire (1987-1989 et 1990-1992) en raison de son déficit structurel en céréales. Il figure aussi parmi les pays exportateurs traditionnels de bananes qui bénéficient du système spécial d'assistance mis en place en 1994 pour améliorer la productivité et la qualité de ce secteur et 3,1 millions d'écus lui ont été versés entre 1991 et 1994 au titre de l'accord pêche.

La Banque Européenne d'Investissement (BEI) intervient, au titre des capitaux à risques, dans l'extension de la centrale électrique de Mindelo, dans l'extension et la modernisation du port de Mindelo et dans le secteur agro-alimentaire privé (société de Fishpackers à Mindelo) pour un montant déjà engagé de 12,4 millions d'écus sous Lomé IV (programme initialement prévu: 4 millions d'écus).

## Indicateurs économiques

PNB par habitant	870 \$ (1993)
Exportations	4 mio \$ (1993)
poisson	50 %
thon en boîte	23 %
Service de la dette / exportations	4,7 % (1993)

## Indicateurs sociaux

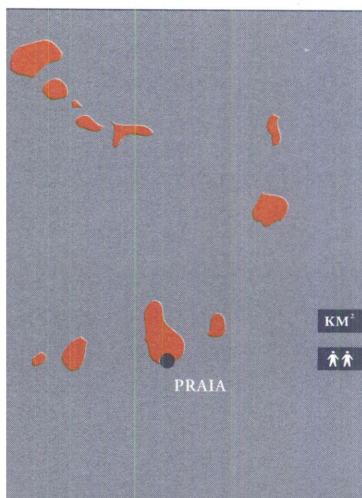
Taux de croissance de la population	2,88 % (1990-1995)
Taux de scolarisation primaire	113 % (1993)
Taux d'urbanisation	31 % (1993)

## Economic indicators

GNP per capita	870 \$ (1993)
Exports	4 mio \$ (1993)
fish	50 %
canned tuna	23 %
Debt service / exports	4.7 % (1993)

## Social indicators

Population growth rate	2.88 % (1990-1995)
Primary schooling rate	113 % (1993)
Urbanization rate	31 % (1993)



THE VERY small size of the Cape Verde Islands, their geographic isolation and a lack of natural resources mean that the possibilities for traditional development are limited. Nevertheless, the islands' economy has experienced sustained growth since independence in 1975, thanks to good management.

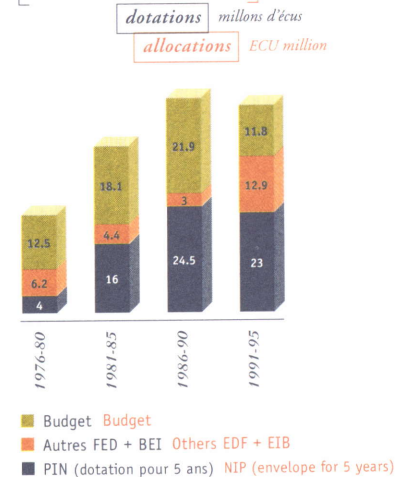
Following the constitutional revision adopted in 1990 to set up a multi-party political system, the first legislative elections were held in 1991, as were the first direct-vote presidential elections. The Third National Development Plan confirms the Government's willingness to open up the economy to encourage both foreign and domestic investment. The tourism sector has been spotlighted as one of the key development areas.

In the framework of the Fourth Lomé Convention, as in that of Lomé III, the National Indicative Programme (NIP) of ECU 23 million makes the development of the town of Praia a priority: distribution and purification of drinking water; generation and distribution of electricity; development of new neighbourhoods; improvement of urban management; training and health care. Stabex transfers for the 1990 and 1993 campaigns for bananas, hides and skins totalled ECU 470.600.

The country also received two pluri-annual food aid programmes (1987-1989 and 1990-1992), because of their structural cereal deficit. It is among the traditional banana-exporting countries to benefit from the special assistance system set up in 1994 to improve productivity and the quality of this sector and it benefited from ECU 3.1 million between 1991 and 1994 under the fishing agreement

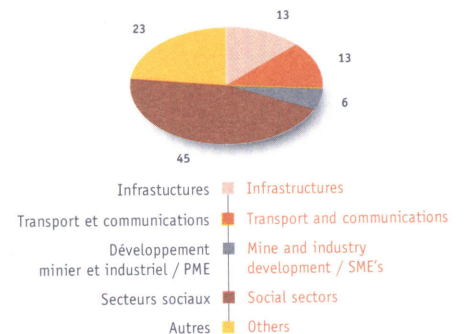
The European Investment Bank is intervening, in the form of risk capital, in the extension of Mindelo power station and the extension and modernisation of Mindelo port, as well as in the private agribusiness sector (fishpacking company in Mindelo) for an already committed total of ECU 12.4 million under Lomé IV (initially foreseen program: ECU 4 million).

FED / EDF + BUDGET



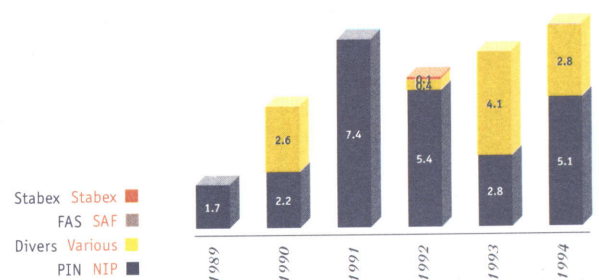
FED / EDF 7

répartition sectorielle du PIN en % de la dotation total  
sectorial breakdown of NIP % of the total envelope



FED / EDF 4 - 5 - 6 - 7

paiements par instrument  
payments by instrument





# CAMEROON/CAMEROUN

ISSU de la réunification, en 1961, de territoires administrés par la France et le Royaume Uni, le Cameroun, pays couvert d'importants massifs de forêts tropicales, dispose de ressources naturelles très riches et très variées.

Ce potentiel a permis le développement d'une large gamme de productions végétales, animales et forestières, auxquelles s'est ajouté depuis 1978, le pétrole.

A partir de 1985, le pays a été confronté à une crise économique, financière et sociale que le recours à l'ajustement structurel et le passage au pluralisme politique n'ont pas encore réussi à surmonter. La dévaluation du Franc CFA de janvier 1994 a amorcé la relance de l'économie par l'accroissement des exportations.

La concentration sectorielle du Programme Indicatif de Lomé IV (110 millions d'écus), reflète les acquis des Conventions précédentes dans le développement rural et les infrastructures routières. La situation politique et le disfonctionnement de l'administration en ont cependant ralenti la mise en oeuvre, et les engagements atteignaient à peine 50 % fin 1994.

Les transferts Stabex qui approchent 220 millions d'écus sous Lomé IV, contribuent au désengagement de l'Etat des filières cacao et café ainsi qu'à la relance de la production agricole en général.

En ce qui concerne l'appui à l'ajustement structurel, deux programmes, de 18,5 millions d'écus en 1992 et de 15,2 millions d'écus en 1994 ont été mis en oeuvre en faveur des secteurs de la santé, de l'entretien routier et de la restructuration des entreprises publiques.

Le Cameroun figure aussi parmi les pays ACP exportateurs traditionnels de bananes. A ce titre, il bénéficie de 3 millions d'écus provenant du système spécial d'assistance mis en place en octobre 1994.

Au niveau régional, le Cameroun est membre de l'Union Douanière et Economique d'Afrique Centrale (UDEAC) et devrait profiter des réformes mises en oeuvre pour revitaliser son économie de proximité, notamment dans le cadre de la nouvelle Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC).

Sous Lomé IV les opérations déjà décidées de la Banque Européenne d'Investissement (BEI), pour un montant de 22 millions d'écus (dont 9,5 millions sur ressources propres), concernent notamment le secteur énergétique public.



## Indicateurs économiques

PNB par habitant	770 \$ (1993)
Exportations	1618 mio \$ (1993)
<i>pétrole</i>	49 %
<i>bois</i>	10 %
Service de la dette / exportations	21,8 % (1993)

## Indicateurs sociaux

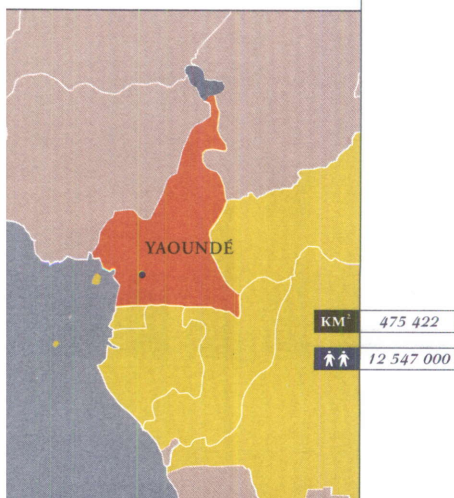
Taux de croissance de la population	2,83 % (1990-1995)
Taux de scolarisation primaire	101 % (1993)
Taux d'urbanisation	43 % (1993)

## Economic indicators

GNP per capita	770 \$ (1993)
Exports	1618 mio \$ (1993)
<i>oil</i>	49 %
<i>timber</i>	10 %
Debt service / exports	21.8 % (1993)

## Social indicators

Population growth rate	2.83 % (1990-1995)
Primary schooling rate	101 % (1993)
Urbanization rate	43 % (1993)



CAMEROON was created from the 1961 reunification of territories administered by France and the United Kingdom. The country is dominated by huge massifs of tropical forests, and has a wealth of diverse natural resources.

Cameroon has capitalised on this potential by exploiting a wide range of vegetable, animal and forest resources and, since 1978, it has been producing oil.

Since 1985, the country has been hit by an economic, financial and social crisis and, despite the fact it has undergone structural adjustment and established a system of multi-party politics, the country has not yet managed to overcome these problems. The devaluation of the CFA Franc in January 1994 has helped to relaunch the economy through export growth.

The emphasis on certain sectors under the Lomé IV Indicative Programme (ECU 110 million) reflects the experience gained through previous Conventions in rural development and road infrastructure. However, the political situation and administrative dysfunction have slowed down its implementation, and the commitments barely reached 50 % at the end of 1994.

Lomé IV Stabex transfers, which almost reach ECU 220 million, ensure that the cocoa and coffee industries are less of a drain on the State and have helped to boost the agricultural production in general.

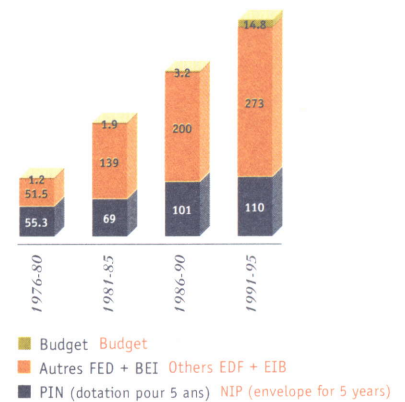
With regard to structural adjustment, two programmes, of ECU 18.5 million in 1992 and ECU 15.2 million in 1994 were implemented for the benefit of the health and road maintenance sectors, and the restructuring of public enterprises.

Cameroon is also a traditional ACP banana-exporting country. As such it receives ECU 3 million from the special assistance system set up in 1994.

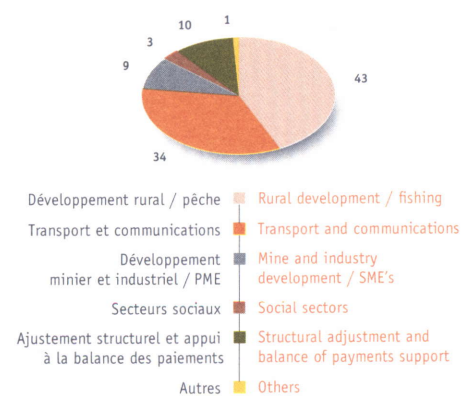
At a regional level, Cameroon is a member of the Central African economic and customs union (UDEAC), and should benefit from implemented reforms to revitalise its own economy in this regional context, particularly in the framework of the new Economic and Monetary Community of Central Africa (CEMAC).

Under Lomé IV, operations that have already been decided by the European Investment Bank (EIB), totalling ECU 22 million (of which ECU 9.5 million from its own resources), mainly concern the public energy sector.

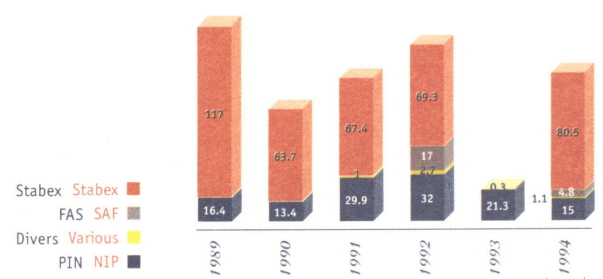
FED / EDF + BUDGET  
dotations millions d'écus  
allocations ECU million



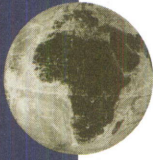
FED / EDF 7  
répartition sectorielle du PIN en % de la dotation total  
sectorial breakdown of NIP % of the total envelope



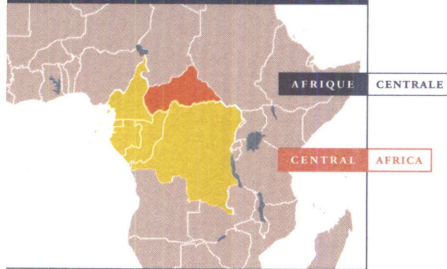
FED / EDF 4 - 5 - 6 - 7  
paiements par instrument  
payments by instrument







# CENTRAFRIQUE



## Indicateurs économiques

PNB par habitant	390 \$ (1993)
Exportations	111 mio \$ (1993)
diamants	66 %
bois	14 %
Service de la dette / exportations	4,7 % (1993)

## Indicateurs sociaux

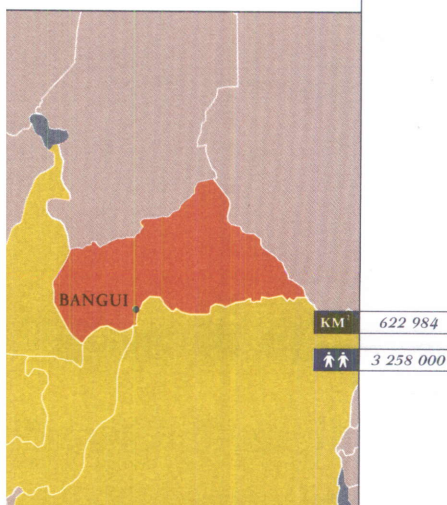
Taux de croissance de la population	2,62 % (1990-1995)
Taux de scolarisation primaire	68 % (1993)
Taux d'urbanisation	49 % (1993)

## Economic indicators

GNP per capita	390 \$ (1993)
Exports	111 mio \$ (1993)
diamonds	66 %
timber	14 %
Debt service / exports	4.7 % (1993)

## Social indicators

Population growth rate	2.62 % (1990-1995)
Primary schooling rate	68 % (1993)
Urbanization rate	49 % (1993)



LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE est un pays enclavé à cheval sur les climats tropical et équatorial dont les ressources naturelles diversifiées (agriculture, élevage, forêts, faune sauvage, diamants), compensent le très faible peuplement (5 habitants au kilomètre carré en moyenne).

Indépendant depuis 1960, le pays a d'abord connu un régime dictatorial et, sous celui-ci, une période particulièrement difficile qui a également profondément bouleversé l'économie.

Les politiques d'ajustement structurel lancées dès 1982 n'ont pas été suffisantes pour corriger les graves déséquilibres existants. La récente dévaluation du Franc CFA a permis une relance timide de l'économie. Un gouvernement issu d'élections pluralistes a été mis en place en octobre 1993.

Depuis 1960, l'Union européenne a fourni une aide importante, essentiellement à travers le financement de projets dans les domaines du développement rural, de la conservation des ressources naturelles et de l'infrastructure routière. L'Union européenne est ainsi le deuxième bailleur de fonds de la République Centre Africaine.

Les ressources financières du Programme Indicatif National du 7<sup>ème</sup> FED (75 millions d'écus), sont concentrées sur l'entretien routier, le développement rural et la conservation de la faune. Le Programme Indicatif Régional met l'accent sur la mise en place du Transit Inter Etats des Pays de l'Afrique Centrale (TIPAC), les actions financées par la coopération régionale s'étant concentrées sur l'amélioration de la voie trans-équatoriale Bangui-Pointe Noire.

La République Centre Africaine a également bénéficié en 1994 d'un appui de l'Union européenne au titre de l'ajustement structurel pour un montant de 10 millions d'écus.

Les transferts Stabex pour le café, le coton et le bois, se sont considérablement accrus à partir de Lomé III (près de 18 millions d'écus sous Lomé IV) et sont consacrés à l'assainissement des filières café et coton et à l'amélioration de leur compétitivité.

Les actions significatives financées par le budget de l'Union européenne concernent les aides aux réfugiés, la lutte contre le SIDA et le cofinancement de projets avec les ONG.

En outre, 10 millions d'écus ont été prévus pour des interventions de la BEI au titre des capitaux à risques.

THE CENTRAL AFRICAN REPUBLIC is a landlocked country which experiences both tropical and equatorial climates. It has diverse natural resources (agriculture, livestock, forests, wildlife, diamonds), but is sparsely populated (an average of five people per square kilometre).

Independent since 1960, the country was governed initially by a dictatorial regime, under which it went through a particularly difficult period. The economy was completely shattered during this time.

Structural adjustment policies launched after 1982 failed to put an end to the serious disorder. The recent devaluation of the CFA Franc and the arrival of a new government, following multi-party elections in October 1993, have led to a slight improvement in the economy.

Since 1960, the European Union has provided substantial aid to the country, mainly through the funding of projects for rural development, the conservation of natural resources and the improvement of the road network. The EU is thus the Central African Republic's second-most important donor.

The seventh EDF National Indicative Programme (ECU 75 million) focuses on road infrastructure, rural development and wildlife conservation. The Regional Indicative Programme is mainly dedicated to establishing the Inter-State Transit for Central African Countries (TIPAC system) and work sponsored through regional cooperation funds is targeted on upgrading the trans-equatorial Bangui-Pointe Noire road.

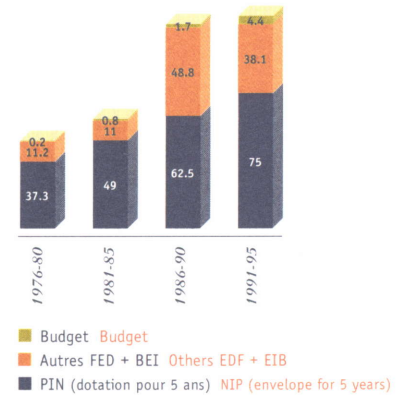
The Central African Republic also benefited in 1994 from the European Union support for structural adjustment, totalling ECU 10 million.

Stabex transfers for coffee, cotton and timber have grown considerably since Lomé III (almost ECU 18 million under Lomé IV) and are currently aimed at stabilising the coffee and cotton industries and improving their competitiveness.

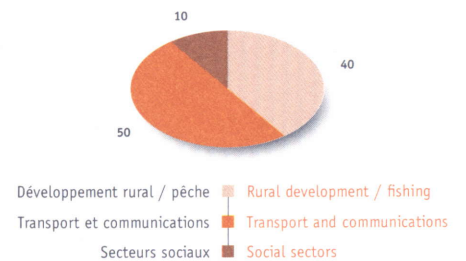
Important projects involving aid for refugees, for the fight against AIDS and participation in joint initiatives with NGOs, have been funded from the EU budget.

Moreover, ECU 10 million may be made available through EIB intervention in the form of risk capital.

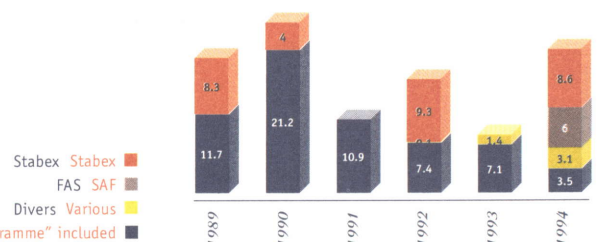
FED / EDF + BUDGET  
dotations millions d'écus  
allocations ECU million



FED / EDF 7  
répartition sectorielle du PIN en % de la dotation total  
sectorial breakdown of NIP % of the total envelope



FED / EDF 4 - 5 - 6 - 7  
paiements par instrument  
payments by instrument



PIN y compris "programme special dette" NIP "special debt programme" included



# COMORES



## Indicateurs économiques

PNB par habitant	520 \$ (1993)
Exportations	26 mio \$ (1993)
ylang-ylang	59 %
vanille	40 %
Service de la dette / exportations	5,9 % (1993)

## Indicateurs sociaux

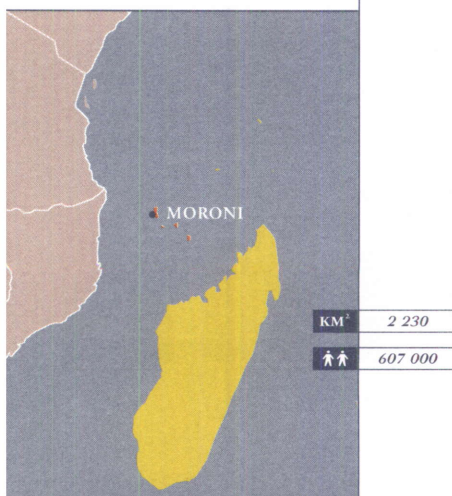
Taux de croissance de la population	3,68 % (1990-1995)
Taux de scolarisation primaire	75 % (1993)
Taux d'urbanisation	30 % (1993)

## Economic indicators

GNP per capita	520 \$ (1993)
Exports	26 mio \$ (1993)
ylang-ylang	59 %
vanilla	40 %
Debt service / exports	5.9 % (1993)

## Social indicators

Population growth rate	3.68 % (1990-1995)
Primary schooling rate	75 % (1993)
Urbanization rate	30 % (1993)



ISOLÉ et pratiquement dépourvu de ressources naturelles, l'archipel volcanique des Comores se compose de trois îles (Grande Comore, Anjouan et Mohéli) et a acquis son indépendance en 1975, alors que la quatrième île, Mayotte, décidait de rester sous administration française.

A l'issue du régime dictatorial qui s'est terminé en 1989 avec l'assassinat du chef de l'Etat, un système de multipartisme a été mis en place et le président de la république est élu démocratiquement. Il s'en est suivi une certaine instabilité politique due principalement à la création de nombreux partis et à la succession de plusieurs gouvernements.

Le pays connaît l'une des plus fortes densités démographiques d'Afrique, avec une population essentiellement jeune, et se classe dans le groupe des pays les moins avancés (PMA). Outre sa forte population, l'archipel est confronté à des contraintes structurelles importantes, dont un marché intérieur restreint s'ajoutant à son isolement insulaire, qui est source de difficultés de communication.

Le secteur primaire est le pilier de l'économie : il contribue pour 37 % au PIB, emploie 80 % de la population active et se fonde essentiellement sur les cultures d'exportation : vanille (second producteur mondial), Ylang-Ylang (premier producteur mondial) et girofle. Toutefois, les recettes d'exportation ne parviennent à couvrir que 40 % des importations nécessaires au pays.

Le déficit des finances publiques (26 % du PIB en 1989) et le niveau d'endettement (80 % du PIB en 1990) ont conduit le gouvernement à lancer un programme d'ajustement structurel.

Depuis la Convention de Lomé I, la coopération entre le FED et les Comores progresse. Les secteurs principaux qui ont bénéficié d'un appui sont à valeur à peu près égale le développement rural et le désenclavement (ports, télécommunications, routes). L'appui aux secteurs sociaux n'est pas négligeable.

La mise en oeuvre de Lomé IV reste fidèle à ces grandes lignes puisque 37 % du programme indicatif seront alloués au développement rural, dont un projet d'amélioration des cultures d'exportation, et 34 % sont destinés à la construction d'un accès maritime à Mohéli et à la réhabilitation d'une route à Anjouan. Le solde sera utilisé pour un programme social de microréalisations, pour l'appui aux petites entreprises et la formation dans la fonction publique.

Un montant de 6,6 millions d'écus a été attribué par le FED aux Comores dans le cadre du programme d'Ajustement Structurel.

Au titre des campagnes 1990, 1991, 1992 et 1993, pour la vanille, le girofle et les huiles essentielles, le Stabex a donné lieu à des transferts de 4,2 millions d'écus. Un montant de 110 200 écus a été alloué pour appuyer le processus de démocratisation.

En outre, 3 millions d'écus ont été prévus pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques, dont 2 millions sont déjà engagés en faveur de la banque de développement des Comores pour des projets dans les secteurs de l'industrie, du tourisme et des transports.

ISOLATED and practically devoid of natural resources, the volcanic archipelago of the Comoros consists of three islands (Great Comoro, Anjouan and Moheli). It gained its independence in 1975, although the fourth island, Mayotte, decided to remain under French administration.

After the dictatorial regime, which ended in 1989 with the assassination of the head of state, a multiparty system was set up and the president of the republic was elected democratically. There followed a period of some instability, mainly due to the creation of many parties and the succession of several governments.

The Islands are among the most densely populated countries in Africa, with a mainly young population, and they rank among the least-advanced countries (LLDCs). Besides its large population, the archipelago is confronted with significant structural constraints, including insularity and a limited and divided internal market, which cause communication difficulties.

The primary sector, the pillar of the economy, contributes to around 37 % of GDP, employs 80 % of the active population, and is essentially based on export crops: vanilla (of which it is the second largest producer in the world), Ylang-Ylang (world's main producer) and cloves. Nevertheless, export earnings have only succeeded in covering 40 % of the cost of imports needed by the Islands.

Worsening of public finance deficits (26 % of GNP in 1989 ) and the level of indebtedness (80 % of GNP in 1990) led the Government to launch a structural adjustment programme.

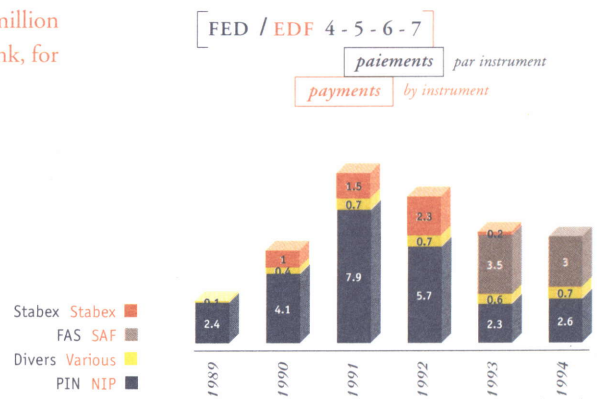
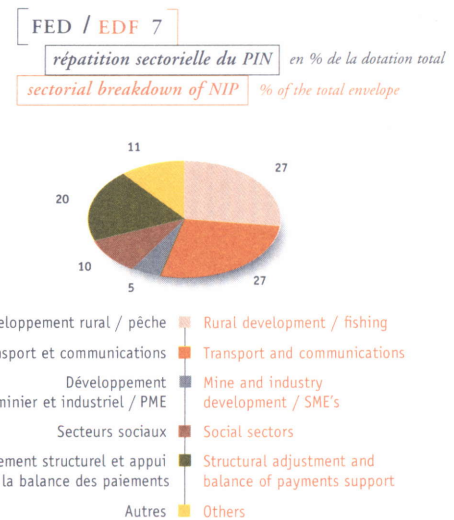
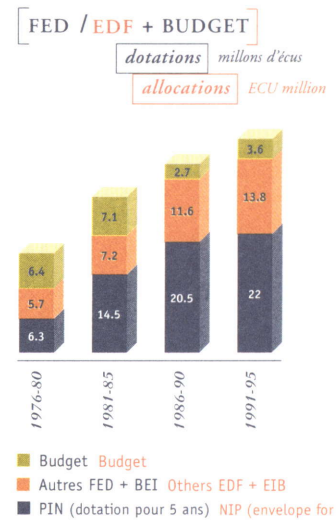
Since Lomé I, cooperation between the EDF and the Comoros has progressed. The main sectors to have benefited from a similar level of support are rural development and opening up (infrastructure development) through ports, telecommunications, and roads. Significant support is given to social sectors.

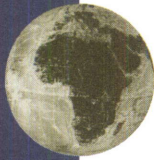
The implementation of Lomé IV follows the above-mentioned main development lines: 37 % of the indicative programme is to be allocated to rural development, including a project to improve export crops, and 34 % for the construction of a maritime access to Moheli and the rehabilitation of a road in Anjouan. The balance will be used for a social rehabilitation programme, to help small enterprises and for training in public administration.

A sum of ECU 6.6 million has been given by the EDF to the Comoro Islands within the Structural Adjustment programme.

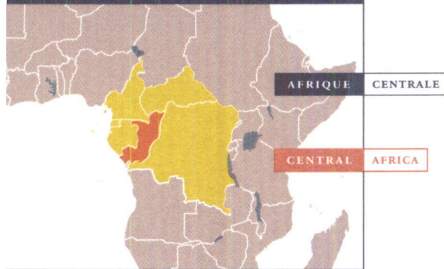
Besides this, the Comoros received ECU 4.2 million Stabex transfers for the 1990, 1991, 1992 and 1993 vanilla, cloves and essential oils export campaigns. A total of ECU 110 200 was given to support the democratisation process.

Moreover, ECU 3 million may be made available through European Investment Bank intervention in the form of risk capital, of which ECU 2 million has already been committed to the benefit of the Comoros development bank, for projects in the fields of industry, tourism and transport.





# CONGO



## Indicateurs économiques

PNB par habitant	920 \$ (1993)
Exportations	1288 mio \$ (1993)
<i>pétrole</i>	92 %
<i>bois</i>	5 %
Service de la dette / exportations	10,6 % (1993)

## Indicateurs sociaux

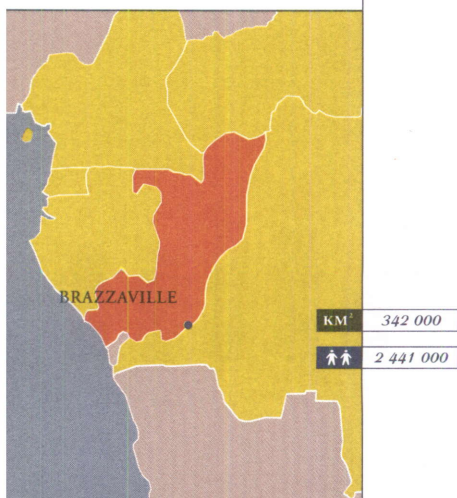
Taux de croissance de la population	3 % (1990-1995)
Taux de scolarisation primaire	na/nd
Taux d'urbanisation	42 % (1993)

## Economic indicators

GNP per capita	920 \$ (1993)
Exports	1288 mio \$ (1993)
<i>oil</i>	92 %
<i>timber</i>	5 %
Debt service / exports	10.6 % (1993)

## Social indicators

Population growth rate	3 % (1990-1995)
Primary schooling rate	na/nd
Urbanization rate	42 % (1993)



PAYS ÉQUATORIAL, composé pour moitié de forêts denses et de plaines recevant jusqu'à 1200 mm de pluies par an, le Congo a acquis son indépendance en 1960. Il présente un peuplement très déséquilibré: tandis que le nord demeure sous-peuplé avec 1 habitant au kilomètre carré, les quatre villes principales du sud abritent plus de 60 % de la population. Ses réserves forestières sont très importantes (20 millions d'hectares) et relativement peu exploitées, tandis que les réserves pétrolières exploitables sont estimées à 85 millions de tonnes. Le secteur pétrolier représente à lui seul plus de 50 % des recettes de l'Etat et la quasi totalité des recettes d'exportation.

A la suite d'une crise profonde provoquée, entre autres, par une mauvaise gestion de l'économie, un régime pluraliste a été institué en 1991.

Le pays demeure confronté à des déséquilibres internes importants ainsi qu'à un endettement d'une ampleur exceptionnelle. Le gouvernement éprouve de fortes difficultés à adopter les réformes structurelles nécessaires.

Sous Lomé IV, la coopération avec l'Union européenne se concentre sur le développement régional, l'appui aux PME, le secteur de la santé, et l'appui à l'ajustement structurel, au travers d'un Programme Indicatif National de 51 millions d'écus. Cependant, la priorité accordée aux questions de politique intérieure, l'absence d'une stratégie durable de développement et de politiques sectorielles "internalisées" et une administration démotivée à défaut d'être payée régulièrement, ont gravement entravé la mise en oeuvre du programme de coopération dont le taux de mise en oeuvre est l'un des plus bas d'Afrique.

La pays qui est membre fondateur de l'Union Douanière et Economique de l'Afrique Centrale (UDEAC) a une vocation naturelle de transit régional ce qui justifie qu'une priorité soit également accordée au secteur des transports et à la réhabilitation des infrastructures.

Dans le domaine agricole, les actions de coopération pourraient prendre la forme de programmes de microréalisations.

Le Congo bénéficie également des dispositions du Protocole Sucre de la Convention de Lomé, et utilise régulièrement son quota de 10 000 tonnes.

AN EQUATORIAL COUNTRY, which is mostly made up of dense forests and plains, Congo receives up to 1200 mm of rain annually. Congo gained independence in 1960. Its population is very unevenly distributed: the north is under populated, with 1 inhabitant per square kilometre, while the four main cities in the south are home to over 60 % of the population. The country has significant forest reserves (20 million ha.), which are relatively poorly exploited. Its exploitable oil reserves are estimated at 85 million tonnes. The oil industry alone represents more than 50 % of the State's revenue, and almost all its export revenue.

A multi-party system was set up in 1991, following a major crisis partly caused by poor management of the economy.

The country is still confronted by domestic problems, as well as an exceptionally large debt. The government is having great difficulty adopting the necessary structural reforms.

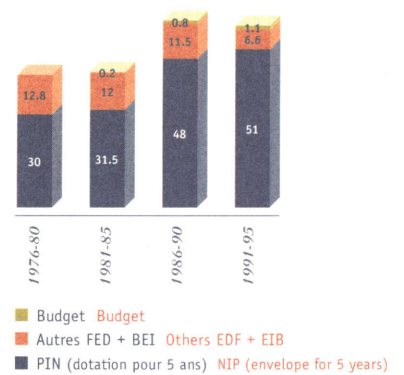
Under Lomé IV, cooperation with the European Union is concentrated on regional development, support for SMEs and the health sector, and support for structural adjustment, through the National Indicative Programme of ECU 51 million. However, the priority accorded to questions of domestic policy, the lack of a lasting development policy and "internalised" sector-based policies plus a demotivated administration (due to irregular payment), have seriously hindered the setting up of the cooperation programme, whose implementation ratio is one of the lowest in Africa.

Congo, which is a founding member of the Central African economic and customs union (UDEAC), acts as a natural regional transit area. This fact justifies priority also being given to the transport sector and the renovation of infrastructure.

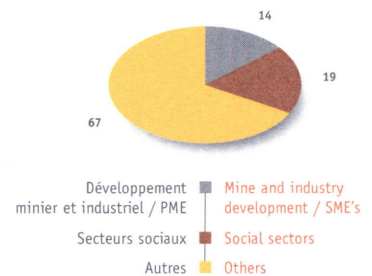
As far as agriculture is concerned, cooperation actions could take the form of micro-project programmes.

The Congo also benefits from clauses in the Lomé Convention's Sugar Protocol, and regularly uses its quota of 10 000 tonnes.

FED / EDF + BUDGET  
dotations millions d'écus  
allocations ECU million



FED / EDF 7  
répartition sectorielle du PIN en % de la dotation total  
sectorial breakdown of NIP % of the total envelope



FED / EDF 4 - 5 - 6 - 7  
paiements par instrument  
payments by instrument

